

Le Groenland, une des rares régions encore inexploitées de la planète, regorge de fer, de nickel, d'or et, surtout, de métaux rares

Le sous-sol de la plus grande île au monde suscite la convoitise des investisseurs. Pour le territoire, l'enjeu est à la fois géopolitique et environnemental.

Par [Julien Bouissou](#)

Publié le 28 juillet 2022

Au Groenland, les start-up s'arrachent les géologues plutôt que les développeurs. Les minerais de l'une des rares régions encore inexploitées de la planète attirent les convoitises et les investissements du monde entier. Même les milliardaires américains Jeff Bezos et Bill Gates s'y intéressent. KoBold Metals, l'entreprise dont ils sont actionnaires et qui utilise l'intelligence artificielle pour explorer de nouveaux gisements, a lancé, en mars, ses premiers forages près de la baie de Disko, dans le sud-ouest du pays, afin d'y prospecter du nickel, du cuivre et du cobalt.

Le nombre de licences minières sur l'île a explosé, ces deux dernières décennies, passant de 19, en 2001, à une centaine, en 2022. « *La plupart sont des licences d'exploration qui permettent de cartographier les sous-sols*, explique la ministre des ressources naturelles groenlandaise, Naaja Nathanielsen. *Car le pays est si grand qu'il nous reste beaucoup à découvrir.* » Les titulaires d'une licence ont l'obligation de fournir à l'administration le résultat de leurs découvertes. « *Le Groenland attire, pour l'instant, de nombreuses petites entreprises qui font travailler des géologues et vendent des données à de grandes compagnies minières* », poursuit la ministre. Seules deux mines sont en activité. L'une extrait du rubis à Aappaluttoq et l'autre de l'anorthosite, utilisé dans l'aluminium et les matériaux de construction, à Kangerlussuaq.

Le sous-sol de la plus grande île au monde regorge de fer, de plomb, de zinc, de nickel, d'or, de platine et, surtout, de métaux rares utilisés dans l'armement et la transition énergétique, pour les batteries électriques ou les éoliennes. L'exploitation de gaz et de pétrole y est interdite, par crainte des conséquences dévastatrices et irréversibles d'une marée noire prise au piège des glaces du Groenland.

« *Le pays sera incontournable pour répondre à la demande mondiale en terres rares* », prédit Greg Barnes, un géologue australien qui dirige l'entreprise Tanbreez, détentrice d'une licence d'exploration. Il abriterait entre 12 % et 25 % des réserves de la planète, alors que 90 % de la production mondiale proviennent actuellement de Chine. « *Les Américains ne veulent pas être dépendants de Pékin pour fabriquer leurs armes et souhaitent développer leur propre filière* », explique M. Barnes, qui cherche à boucler un tour de table de 500 millions de dollars (490 millions d'euros) auprès d'investisseurs des Etats-Unis.

Nombreux obstacles

Alors que les températures augmentent trois fois plus vite dans l'Arctique qu'ailleurs sur la planète, les compagnies minières voient dans le réchauffement climatique une occasion à saisir. Avec les hivers plus courts, les fenêtres de navigation se rallongent et les chargements de bateaux peuvent être plus nombreux. Les mines sont concentrées sur le littoral qui entoure l'inlandsis, une masse de glace qui occupe 80 % du territoire de l'île et peut atteindre 3 000 mètres de profondeur. A plus long terme, le Groenland pourrait aussi se trouver sur une nouvelle route commerciale polaire reliant le Pacifique à l'Atlantique. Le trajet entre Rotterdam et Shanghai, qui avait déjà été raccourci avec la construction du canal de Suez, serait encore plus court s'il passait par l'Arctique.

Toutefois, les obstacles restent nombreux. « *L'un des plus grands défis est l'éloignement, et je ne parle pas de l'éloignement vis-à-vis du marché, car vous pouvez maintenant expédier du minerai de presque partout, mais plutôt de l'isolement dû au manque d'infrastructures, telles que les centrales électriques et les ports en eau profonde* », a expliqué Paul Hueper, de l'agence d'Etat américaine du Bureau des ressources énergétiques (Bureau of Energy Resources), lors d'une [conférence](#) au groupe de réflexion américain Wilson Center, le 15 juin.

Dans un pays de seulement 56 000 habitants, les ouvriers des mines doivent être recrutés à l'étranger, ce qui augmente les coûts de fonctionnement

En dépit du changement climatique, le froid complique aussi les opérations. Les galeries souterraines doivent être chauffées pour éviter que les jets d'eau à haute pression se transforment en glace. Les moteurs des pelleteuses et des camions doivent aussi être chauffés la nuit pour qu'ils puissent redémarrer le lendemain. Autre problème : le manque de main-d'œuvre. Dans un pays de seulement 56 000 habitants, les ouvriers des mines doivent être recrutés à l'étranger, ce qui augmente les coûts de fonctionnement. « *C'est vrai que les coûts d'extraction sont élevés au Groenland, notamment parce que nous avons des normes environnementales exigeantes*, admet Naaja Nathanielsen. *Mais ils peuvent être amortis par la hausse des prix des matières premières.* »

Les rêves d'eldorado minier se heurtent toutefois à la résistance de la population. Le pays a voté, en 2021, pour un parti qui avait mené campagne contre l'ouverture d'une mine d'uranium à Kvanefjeld (Kuannersuit, en groenlandais), dans le sud du pays. Dans la foulée de sa victoire, le nouveau gouvernement autonome, formé par le parti de gauche Inuit Ataqatigiit (IA, « communauté du peuple »), a interdit toute exploitation de gisements dont la concentration en uranium dépasse les 100 parts par million, sans toutefois être opposé au développement de l'industrie minière. « *C'est du cas par cas. Tout dépend du minerai et de la configuration de la mine, si par exemple elle est ouverte ou non* », précise M^{me} Nathanielsen.

Réduire la dépendance vis-à-vis du Danemark

Cette activité pourrait menacer la pêche, qui représente, à elle seule, 95 % des exportations du Groenland. « *Alors que nous avons l'eau la plus pure au monde*, ajoute Mikkel Myrup, président de l'association environnementale Avataq, *l'extraction d'uranium menaçait de rejeter des déchets comme le fluorure de sodium dans la mer.* » Même si le projet de mine a été abandonné, le sujet a semé la discorde dans la communauté locale. « *La population est pauvre, souffre de chômage, et certains y voyaient une chance d'un point de vue économique* », témoigne M. Myrup.

Le débat a même pris une ampleur nationale. Car l'argent des mines pourrait permettre au Groenland de réduire sa dépendance vis-à-vis du Danemark, qui lui donne 500 millions d'euros chaque année, lui garantissant ainsi la moitié de ses recettes budgétaires. Certains investisseurs sont moins courtisés que d'autres. Dans une région qui fait officiellement partie de la sphère d'influence américaine depuis la doctrine Monroe de 1823, et la signature d'un traité entre Copenhague et Washington en 1951, l'industrie minière peut servir de cheval de Troie à l'influence chinoise.

La mine d'uranium Kvanefjeld devait ainsi être exploitée par Greenland Minerals, contrôlé par le groupe chinois Shenghe Resources depuis 2016. En novembre 2021, le Groenland a retiré à une autre entreprise chinoise, General Nice, sa licence pour exploiter une mine de fer près de la capitale, Nuuk, au motif qu'elle n'avait toujours pas démarré. La même entreprise avait essayé d'acheter, en 2016, une base navale construite par les Américains et abandonnée, avant que Copenhague ne s'y oppose, de justesse.

En 2018, le Groenland a enfin refusé un prêt chinois pour financer la construction de deux aéroports. Dans le même temps, Washington a avancé ses pions. En 2020, les Etats-Unis, qui disposent déjà sur place, à Thulé, d'une base militaire avec des systèmes d'alerte avancés contre les missiles balistiques et d'une station de surveillance des satellites, ont ouvert leur premier consulat à Nuuk.

Julien Bouissou